

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET 03/ABA ROLI-REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO/KINSHASA/2024	
Titre de la consultation	Consultance en appui à la Coordination pour la mise en place d'une base de données nationale et d'un site internet sur la traite des personnes en RDC
Lieu de la prestation	Kinshasa, République Démocratique du Congo (RDC)
Catégorie	Consultance
Exigence linguistique	Français oral et écrit
Durée	Cinq (5) mois
Date limite d'envoi des candidatures	22 novembre 2024

1. Description de l'organisation et du programme

L'initiative pour l'État de Droit de l'Association du Barreau Américain (ABA ROLI) est une organisation à but non lucratif qui met en œuvre des programmes de réformes juridiques. ABA ROLI travaille depuis plus de 25 ans dans plus de 100 pays pour promouvoir l'État de droit, faire progresser les droits de l'homme, renforcer les institutions judiciaires, soutenir les professionnels du droit et faire progresser la compréhension du droit et des droits des citoyens par le public. À cette fin, ABA ROLI a établi des partenariats avec un large éventail d'acteurs, dont des institutions du secteur de la justice et des droits de l'homme (Conseils Supérieurs de la Magistrature, bureaux de médiation, institutions nationales des droits de l'Homme, services de police judiciaire), des organisations de la société civile (OSC), barreaux, ministères sectoriels, structures politico-administratives, directions et divisions provinciales, entre autres.

ABA ROLI recherche **une Firme ou un (e) Consultant(e)** national(e) pour appuyer la Coordination en charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes (Coordination), Service Spécialisé placé au Cabinet du Président de la République Démocratique du Congo (RDC), à mettre en place une base des données et un site internet sur la traite des personnes en RDC. Cette prestation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Actions pour Réduire et Répondre à l'Exploitation et la Traite des Personnes (ARRETE) », financé par l'Agence des Etats-Unis pour le Développement International (USAID). Ce programme vise à accompagner les institutions gouvernementales, les structures locales et les communautés de la RDC afin qu'elles disposent des connaissances et des moyens nécessaires pour prévenir, décourager et combattre la traite des personnes, à travers le renforcement des capacités des autorités nationales, le partenariat avec les structures locales et la mise en place des mécanismes de référencement des victimes et survivants. ABA ROLI travaille en consortium avec la Dynamique des Femmes Juristes (DFJ) dans la mise en œuvre du projet.

Placée au Cabinet du Président de la République, la Coordination a été instituée en date du 15 janvier 2023. En remplacement et en continuité à l'Agence pour la Prévention et la Lutte contre la Traite des Personnes (APLTP), elle assume les missions suivantes :

- Concevoir et élaborer la politique d'intégration sociale des jeunes, de la lutte contre la traite des êtres humains ainsi que de la lutte contre les violences faites aux femmes ;

Rule of Law Initiative

- En définir les priorités et en indiquer les étapes ainsi que le plan d'implémentation ;
- Interagir avec les Ministères sectoriels et d'autres institutions, en rapport avec l'intégration sociale des jeunes, la lutte contre la traite des êtres humains et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Soumettre des propositions de réformes au Président de la République pour répondre aux différentes préoccupations soulevées dans les trois thématiques exécutées.

La Coordination envisage instituer une base de données nationale et un site web sur la traite des personnes afin d'améliorer la collecte et l'analyse des données ainsi que la prise des décisions stratégiques pour combattre efficacement ce crime transnational organisé en RDC.

2. Description de la prestation

Le (la) consultant (e) ou la Firma sera chargée d'appuyer la Coordination pour concevoir et mettre en place une base de données et un site internet sur la traite des personnes en RDC. Le (la) Consultant (e) ou la Firma sélectionné (e) travaillera sous la supervision de la Coordinatrice en charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes, avec une équipe technique restreinte d'appui à la réalisation de sa mission. Il/Elle pilotera l'ensemble du processus. Il/Elle bénéficiera de l'expertise du Conseiller Principal de l'Association du Barreau Américain (ABA) en matière de lutte contre la traite des personnes en RDC.

3. Principales responsabilités du (de la) Consultant (e) national(e)/de la Firma

- Etablir un cahier des charges décrivant toutes les activités prévues et le soumettre à l'approbation de la Coordinatrice en charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes.
- Recenser et exploiter tous documents en lien avec les activités de la Coordination, les textes officiels en lien avec la jeunesse, les violences basées sur le genre (VBG), la traite des personnes et la protection des données personnelles en RDC, afin de disposer de la littérature nécessaire à la réalisation de la mission.
- Organiser des consultations avec les acteurs de première ligne dans la lutte contre la traite des personnes, notamment la Coordination, les ministères sectoriels pertinents, les organisations de la société civile, les structures internationales appuyant des initiatives sur la lutte contre la traite des personnes en RDC, les survivants de la traite des personnes afin de : (1) recueillir des informations sur les différents éléments à inclure dans la base de données et les différentes fonctionnalités du site internet à développer; (2) recueillir des informations sur les autres bases de données existant en RDC pouvant être en lien avec celle sur la traite des personnes à développer.
- Produire un rapport présentant les informations recueillies lors des rencontres de consultations avec les acteurs de première ligne.
- Tenir une rencontre de cadrage avec la Coordination afin de présenter les résultats des rencontres de consultation et recueillir des orientations sur les fonctionnalités à inclure dans la base de données nationale sur la traite des personnes en RDC.

Rule of Law Initiative

- En définir les priorités et en indiquer les étapes ainsi que le plan d'implémentation ;
- Interagir avec les Ministères sectoriels et d'autres institutions, en rapport avec l'intégration sociale des jeunes, la lutte contre la traite des êtres humains et la lutte contre les violences faites aux femmes ;
- Soumettre des propositions de réformes au Président de la République pour répondre aux différentes préoccupations soulevées dans les trois thématiques exécutées.

La Coordination envisage instituer une base de données nationale et un site web sur la traite des personnes afin d'améliorer la collecte et l'analyse des données ainsi que la prise des décisions stratégiques pour combattre efficacement ce crime transnational organisé en RDC.

2. Description de la prestation

Le (la) consultant (e) ou la Firme sera chargée d'appuyer la Coordination pour concevoir et mettre en place une base de données et un site internet sur la traite des personnes en RDC. Le (la) Consultant (e) ou la Firme sélectionné (e) travaillera sous la supervision de la Coordinatrice en charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes, avec une équipe technique restreinte d'appui à la réalisation de sa mission. Il/Elle pilotera l'ensemble du processus. Il/Elle bénéficiera de l'expertise du Conseiller Principal de l'Association du Barreau Américain (ABA) en matière de lutte contre la traite des personnes en RDC.

3. Principales responsabilités du (de la) Consultant (e) national(e)/de la Firme

- Etablir un cahier des charges décrivant toutes les activités prévues et le soumettre à l'approbation de la Coordinatrice en charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes.
- Recenser et exploiter tous documents en lien avec les activités de la Coordination, les textes officiels en lien avec la jeunesse, les violences basées sur le genre (VBG), la traite des personnes et la protection des données personnelles en RDC, afin de disposer de la littérature nécessaire à la réalisation de la mission.
- Organiser des consultations avec les acteurs de première ligne dans la lutte contre la traite des personnes, notamment la Coordination, les ministères sectoriels pertinents, les organisations de la société civile, les structures internationales appuyant des initiatives sur la lutte contre la traite des personnes en RDC, les survivants de la traite des personnes afin de : (1) recueillir des informations sur les différents éléments à inclure dans la base de données et les différentes fonctionnalités du site internet à développer; (2) recueillir des informations sur les autres bases de données existant en RDC pouvant être en lien avec celle sur la traite des personnes à développer.
- Produire un rapport présentant les informations recueillies lors des rencontres de consultations avec les acteurs de première ligne.
- Tenir une rencontre de cadrage avec la Coordination afin de présenter les résultats des rencontres de consultation et recueillir des orientations sur les fonctionnalités à inclure dans la base de données nationale sur la traite des personnes en RDC.

- Concevoir et mettre en place la base de données nationale et le site internet sur la traite des personnes en RDC, créer les comptes d'utilisateurs/ administrateurs, en tenant compte de tous les usages de la base de données et des paramètres nécessaires.
- Etablir une interface moderne et conviviale entre la base de données et le centre d'appels gratuits sur la traite des personnes afin de faciliter la collecte et l'enregistrement des informations en provenance du centre d'appel.
- Proposer le moyen d'hébergement efficace de la base de données et du site internet, y compris les niveaux d'accès pour les interfaces (utilisateurs et administrateurs) de la base de données et du site internet.
- Mettre en place des mesures de protection nécessaires contre toute menace cybercriminelle et des logiciels malveillants (malwares), et fournir des conseils aux utilisateurs sur les bonnes pratiques de protection et de surveillance régulière garantissant un fonctionnement continu de la base de données et du site web.
- Identifier, proposer et installer tous les équipements nécessaires au bon fonctionnement de la base de données et du site internet.
- Faciliter un atelier de présentation de la base de données et du site internet sur la traite des personnes en RDC, réunissant les acteurs de première ligne, afin de recueillir les recommandations à intégrer.
- Produire un guide d'utilisateur de la base de données et du site internet sur la traite des personnes en RDC.
- Assurer la formation des staffs qui seront affectés à la gestion de la base de données sur la traite des personnes à partir d'un manuel de formation dûment validé par ABA et la Coordination.
- Apporter une assistance technique en présentiel et axée sur la résolution des problèmes aux staffs affectés à la gestion de la base de données et du site internet sur la traite des personnes en RDC durant les trois premiers mois d'utilisation.

4. Livrables attendus

La réalisation de la mission devra aboutir à la production des livrables suivants :

- Un cahier des charges validé par la Coordonnatrice charge de la Jeunesse, lutte contre les Violences Faites aux Femmes et Traite des Personnes.
- Un rapport sur les résultats des rencontres de consultation des parties prenantes, contenant les bonnes pratiques et leçons apprises en matière de développement et de gestion des bases de données nationales.
- Une base de données nationale sur la traite des personnes avec un système complet et opérationnel de partage à distance par les acteurs de première ligne des données sur la traite des personnes en RDC.
- Un site internet opérationnel sur la traite des personnes en RDC.
- Un guide d'utilisateur de la base de données et du site web, contenant notamment des protocoles de gestion de la base de données et du site internet sur la traite des personnes en RDC, et incluant les politiques de protection contre les menaces cybercriminelles et des logiciels malveillants (malwares), des conseils sur les bonnes pratiques de protection, des

mécanismes de surveillance pour un fonctionnement continu de la base de données et du site web.

- Un manuel de formation des staffs sur la gestion de la base de données et du site internet sur la traite des personnes.
- Un rapport d'assistance technique aux staffs au cours de trois premiers mois de fonctionnement de la base de données et du site internet sur la traite des personnes.

5. Profil souhaité

Le (la) consultant (e) ou la Firme devra avoir le profil et la qualification suivante :

- Avoir tous les documents légaux justifiant de son fonctionnement dans le respect des normes en vigueur en République Démocratique du Congo.
- Être en règle avec ses obligations fiscales.
- Avoir au moins 8 ans d'expérience dans la conception et la mise en œuvre de bases de données relationnelles accessibles à distance, ainsi que de sites internet, dont au moins 5 dans des missions similaires pour des institutions étatiques.
- Avoir une expérience avérée dans le développement des logiciels, des systèmes de gestion de bases de données (SGBD) relationnelles et de conception des systèmes informatiques robustes et intégrés pour des entités étatiques, notamment des sites web.
- Avoir toutes les licences exigées, conformément à la législation en vigueur en RDC, pour appuyer les entités étatiques dans le développement de leurs plateformes numériques.
- Avoir une maîtrise parfaite du français en oral et en écrit.
- Maîtriser les techniques de transmission de connaissances dans une perspective de renforcement des capacités institutionnelles.

6. Dossiers de candidature :

Le dossier de candidature devra inclure :

- **Un dossier concernant le (la) consultant (e) ou la firme :** une lettre de motivation (1 page maximum) ; un CV détaillé mettant en lumière uniquement les expériences pertinentes ; les documents légaux ; les licences nécessaires pour la réalisation de la mission ; les attestations de service rendu ; les coordonnées de deux institutions de référence en relation avec des prestations comparables à celles décrites dans le présent avis de manifestation d'intérêt.
- **Un dossier concernant le personnel clé :** CV détaillé de toutes les personnes membres de l'équipe de consultance ou de la firme qui auront à offrir leur expertise dans le cadre de cette consultance ; copies des diplômes obtenus ; attestations de travail ; personnes de référence.
- **Une offre technique :** une proposition technique et méthodologique montrant la bonne compréhension de l'offre de référence de la mission.
- **Une offre financière :** une proposition financière (en dollars américains) incluant T.V.A. et taxes à payer par le (la) consultant (e) ou la Firme.

Les candidatures sont à adresser en **1 seul fichier PDF** au Chef de projet ARRETE de ABA ROLI en RDC par e-mail à : africa-recruitment@americanbar.org avec copie pour information à pbosege@presidence.cd

Les dossiers de candidature doivent être reçus au plus tard le mercredi 22/11/2024 à 17h30, heure de Kinshasa, avec pour objet « **Candidature Consultance Base de données et Site internet Traite RDC** ».

7. Critères de sélection

Les offres seront étudiées selon les critères suivants :

- Expérience du (de la) consultant (e) ou la Firma, sur la base des critères détaillés ci-dessus.
- Profil du personnel clé, sur base des critères détaillés ci-dessus.
- Qualité de l'offre technique : pertinence de la proposition par rapport aux attentes détaillées ci-dessus.
- Qualité de l'offre financière (offre financière comprenant uniquement les frais qu'impliquent le développement de la base de données et du site web et l'appui technique de trois mois) : réalisme des coûts proposés, adéquation entre le budget et l'offre technique.

Seuls les dossiers de candidature complets et transmis par voie électronique à l'adresse indiquée dans le délai imparti seront examinés.

Seules les Consultant(e)s ou Firmes dont les dossiers de candidature sont présélectionnés seront contactées pour la suite de la procédure.

8. Clause de Protection Contre Exploitation et Abus Sexuel

Le (la) consultant (e) ou la Firma retenue devra s'engager à prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir l'exploitation ou les abus sexuels, y compris pour toute personnes collaborant avec elle dans le cadre de la présente prestation.

9. Clause de Protection Contre la fraude « Foreign Corrupt Practices Act » (FCPA) et d'anti-corruption

Le (la) consultant (e) ou la Firma devra s'engager à prendre toutes les mesures appropriées pour prévenir toute fraude, corruption et pratiques interdites en vertu de FCPA et des lois anti-corruption applicables en RDC.

10. Politique de tolérance ZÉRO contre la fraude et l'inconduite sexuelle

Tous les processus de sélection des prestataires de services par l'ABA ROLI sont totalement gratuits. Les décisions sont basées uniquement sur les critères de sélection qui ont été définis. Aucune transaction monétaire, ni faveur ou encore tentative de favoritisme de quelque nature que ce soit ne sera tolérée.

Toute personne qui serait victime ou témoin de telles pratiques durant le processus de sélection,

que ce soit de la part d'un membre du personnel de ABA ROLI ou de toute personne se réclamant de ABA ROLI ou encore de tout partenaire impliqué dans le processus de sélection est priée de nous contacter immédiatement par téléphone, au **(872)276-9794** ou par courriel à Ethicsoffice@americanbar.org. Les plaintes sont anonymes et seront traitées avec confidentialité.

Fait à Kinshasa, le 8 novembre 2024



Pour ABA ROLI, le Chef de projet ARRETE